

Termes de référence (TdR) pour les achats de prestations de services d'une valeur inférieure au seuil de l'UE

CONFIDENTIAL

Appuis Ciblés pour Terres Irriguées et Opportunités pour la Nutrition
(PASSIP/ACTION)

Numéro de projet :
PN : 21.2086.3-003.00
WCC : A1000

Etude d'évaluation finale du projet PASSIP/ACTION

Octobre 2025

0.	Liste des sigles et abréviations.....	3
1.	Contexte.....	4
2.	Tâches à exécuter par le contractant	7
2.1.	Objectif global de la mission :.....	7
2.2.	Objectifs spécifiques de la prestation :	7
3.	Zone de l'étude	11
4.	Conception.....	11
4.1.	Conception technique et méthodologique.....	11
4.2.	Autres exigences spécifiques	13
5.	Concept du personnel	13
5.1.	Direction de l'équipe.....	13
5.2.	Qualifications du personnel proposé :	14
	Ateliers, formation initiale	15
6.	Contributions de la GIZ ou d'autres acteurs	15
7.	Consignes relatives au format de l'offre.....	16
8.	Protection des données et sécurité de l'information.....	17
9.	Annexes	18
9.1.	Lettre de soumission de la proposition technique	18
9.2.	Lettre de soumission de l'offre financière	19
9.3.	Liste des sites AHA	20
9.4.	MODÈLE DE CURRICULUM VITAE (CV) DES EXPERTS	23
9.5.	Modèle de Budget Estimatif.....	25
	Consignes de calcul	25

0. Liste des sigles et abréviations

ACTION	Appuis ciblés aux terres irriguées et opportunités pour la nutrition
AGR	Activité Génératrice de Revenu
AHA	Aménagement Hydro-Agricole
CCSC	Communication pour le Changement Social et de Comportement
CEP	Champ École Paysan
COGES ou	COmité de GESion ou Comité de Gestion de Barrage
CGB	
DAM-F	Diversité Alimentaire Minimale des Femmes
DTC	Directeur Technique du Centre
EDSM	Enquête Démographique de Santé du Mali
ENSAN	Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
FANTA	Food and Nutrition Technical Assistance
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
GRA	Groupe de Réflexion et d'Action
GSAN	Groupe de Soutien aux Activités de Nutrition
IP	Irrigation de Proximité
IRRIGAR	Initiative de Renforcement de la Résilience par l'Irrigation et la gestion appropriée des Ressources
MDD	Minimum Dietary Diversity
MDD-W	Minimum Dietary Diversity for Women
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation paysanne
PASSIP	Programme d'Appui au Sous-Secteur de l'Irrigation de Proximité
PNIP	Programme National d'Irrigation de Proximité
PTF	Partenaire Technique et Financier
SAN	Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
SRI	Système de Riziculture Intensive
TDR	Termes de référence
UE	Union Européenne

1. Contexte

Le projet « Appuis ciblés aux terres irriguées et opportunités pour la nutrition » (ACTION) est proposé par la coopération allemande et conjointement porté par la KfW (Banque de développement), et la GIZ (agence d'expertise technique). Le projet fait suite aux expériences de collaboration précédentes avec l'AMC dans le cadre du développement de l'irrigation de proximité au Mali. Il est conçu pour une durée de six (6) ans.

Le contexte d'insécurité fragile et volatile demeure persistant au nord du Mali. Elle s'est déplacée largement au centre du pays et surtout le pays. Elle affecte drastiquement les conditions de vie des ménages déjà très vulnérables et peu résilients aux chocs climatiques et perturbations économiques. La montée des conflits armés, des milices d'autodéfense et du banditisme, ainsi que le grand nombre de déplacés internes, qui fuient des violences, augmentent la pression sur les ressources naturelles, déjà fragilisées par la croissance démographique et les effets du changement climatique. Cette situation avec ses effets cumulés, a engendré une dégradation des moyens d'existence des populations rurales. La pression sur les ressources foncières et pastorales accroît les conflits, en particulier les tensions communautaires, opposant notamment des éleveurs transhumants aux agriculteurs. En plus, la compétition pour l'accès et la gestion des ressources en eau est à l'origine de nombreux conflits, notamment au centre du pays dans le Delta intérieur du Niger.

Le retour effectif de l'Etat et la restauration de sa légitimité dans l'ensemble du territoire et spécifiquement au centre représente un défi majeur. A côté du défi sécuritaire, l'accès à la sécurité alimentaire et nutritionnelle de façon durable et dans des conditions climatiques changeantes et instables est étroitement lié à la gestion des ressources en eau et des terres agricoles.

C'est partant de ces constats que le projet ACTION se donne pour objectif ***d'améliorer la sécurité économique, alimentaire et nutritionnelle des populations pauvres habitant dans des zones rurales du Mali (résultat ultime)***, plus précisément dans les régions de Koulikoro (dans les cercles de Koulikoro, Banamba, Kati-Sud (Ouélessébougou, cercle de Dioïla, et la zone de Djitoumou), Kati – Ouest (zone du Mandé : Siby, Bancoumana, et le cercle de Kangaba), la région de Mopti (dans les cercles de Bandiagara et Bankass) et la région de Kayes (cercles de Kita, Diéma et Nioro du Sahel).

Les bénéficiaires directs du projet ACTION sont les agriculteurs /trices pratiquant ou souhaitant pratiquer l'irrigation de proximité, principalement la riziculture et le maraîchage mais aussi, de manière complémentaire ceux et celles menant des activités de pisciculture et d'élevage. Les bénéficiaires incluent également les collectivités, les groupes qui conservent, transforment et/ou commercialisent les produits issus de l'irrigation de proximité.

Globalement cette nouvelle initiative du projet consiste à construire où à réhabiliter des aménagements hydro-agricoles; mais aussi à fournir une assistance technique au niveau local et un appui institutionnel pour la mise en valeur durable des terres aménagées, la valorisation des produits issus de ces aménagements et l'intégration des besoins alimentaires et nutritionnels dans les activités Agricoles. Ces actions ont pour objectifs : (i) l'augmentation de la productivité et productions agricoles et maraîchères et des revenus des populations bénéficiaires, (ii) l'amélioration de leurs pratiques alimentaires et nutritionnelles ainsi que iii) l'amélioration de la gouvernance institutionnelle des organisations locales et des producteurs/trices, pour une bonne gestion des AHA notamment celles des femmes, jeunes et enfants, ainsi que des institutions étatiques intervenant dans l'irrigation de proximité. Le résultat ultime suivant du projet : ***“Sécurité économique, alimentaire et nutritionnelle améliorées et durables pour des populations rurales pauvres (notamment pour les femmes et les jeunes)***

pratiquant l'irrigation de proximité dans les régions d'intervention du projet au Mali ; repose sur l'atteinte de ces objectifs. Le projet se distingue par son approche participative et les innovations envisagées, engageant les bénéficiaires, les deux agences allemandes (KfW et GIZ) et les différentes institutions et instances étatiques concernées à la réalisation des activités durant tout le cycle de vie du projet, afin d'atteindre un niveau d'autonomisation satisfaisant et durable de la gestion et de la mise en valeur des investissements, ainsi que la valorisation des produits issus de l'IP. Etant donné que les femmes présentent des vulnérabilités particulières liées aux rapports d'inégalités femmes-hommes, le projet mène des actions spécifiques pour améliorer les conditions de développement socio-économique des femmes et promouvoir l'égalité des genres dans les zones d'intervention. Le projet ACTION vise à matérialiser le potentiel des femmes et des jeunes comme facteur de réussite en termes de développement économique, de modernisation et de gestion et de prévention des conflits.

L'intervention du projet ACTION s'inscrit étroitement dans les politiques nationales et notamment le Programme National d'Irrigation de Proximité (PNIP 2) qui est à l'heure actuelle le cadre national de référence pour tous les investissements visant à exploiter le vaste potentiel en terres irrigables à travers l'IP. Le projet s'aligne également sur la politique d'aide internationale féministe du Canada (PAIFC). Il constitue par ailleurs une réponse directe aux effets liés aux changements climatiques en augmentant les capacités de résilience et d'adaptation des agriculteurs bénéficiaires. Au regard du contexte d'insécurité fragile et volatile, le projet puisera ses stratégies d'intervention des analyses continues et sensibles aux conflits entre et intercommunautaires.

A l'instar des acquis et leçons précédentes apprises des projets REAGIR et PAIP, le projet « ACTION » est mise en œuvre en coopération déléguée avec les agences allemandes (la KfW et la GIZ) et avec une forte implication des partenaires nationaux que sont la Direction Nationale du Génie Rural (DNGR), la Direction Nationale de l'Agriculture (DNA), la Direction Nationale des Productions et Industries Animales (DNPIA), la Direction Nationale de la Pêche (DNP) dont les capacités opérationnelles seront renforcées. Dans ce sens, le projet, a envisagé d'élargir ses activités à l'élevage et à la pêche avec un accent particulier sur la nutrition. Il privilégie la visibilité économique des femmes et des jeunes dans le domaine de l'irrigation de proximité et de la valorisation des produits issus de l'IP.

De grandes disparités existent selon le milieu de résidence, les régions du pays, le niveau d'instruction de la mère, et le quintile de richesse. Les causes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle sont multiples et elles sont entre autres : i) la fragilité des écosystèmes et la dégradation des ressources naturelles, ii) la faible performance des systèmes de productions, iii) la pauvreté monétaire, iv) les pratiques alimentaires inadaptées, v) les chocs biophysiques et agro-climatiques (affectant les cultures et l'élevage), vi) les conflits tant externes qu'internes, et vii) le pression démographiques (environ 6,1 enfants par femme et un taux de croissance démographique 3,6% constituent des réalités qui pèsent lourdement sur l'ensemble des causes évoquées.

Le projet ACTION est structuré autour de quatre composantes que sont : 1) Appui institutionnel et amélioration de la gouvernance, 2) Infrastructures et mesures environnementales, 3) Appui à la mise en valeur des infrastructures et valorisation des produits agricoles et 4) **Appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN)**. Le volet technique (GIZ) prend en charge le conseil agricole, les activités de sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) et la mise en valeur des produits issus des IP.

Dans le cadre de la 4^{ème} composante (appui à la **sécurité alimentaire et nutritionnelle**), le projet vise la sécurité alimentaire et nutritionnelle de façon durable des populations pauvres vivants dans la zone d'intervention du projet. Le volet technique (GIZ) de ce projet mis en œuvre par le PASSIP (PASSIP/ACTION) a démarré en avril 2021 et couvre 80 anciens sites

AHA. Plusieurs activités ont été menées dans le cadre de la gouvernance, appui à la production Agricole et la SAN autour de ces sites.

Des études de référence ont été réalisées sur les différents indicateurs du projet PASSIP/ACTION à savoir :

- Une étude d'évaluation de la situation de base des indicateurs de sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) en décembre 2022 ;
- Une étude d'évaluation de la situation de base des indicateurs en mars 2022 ;

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet, plusieurs activités ont été réalisées dans les domaines suivants :

- ❖ Dans le cadre de la gouvernance inclusive
 - Contractualisation avec les ONGs CAEB et Ya-G-Tu dans le cadre du renforcement et l'accompagnement pour gouvernance durable des AHA
 - Redynamisation des instances des comités de gestion et appui à leur formalisation en coopératives selon l'OHADA ;
 - Renforcement de l'autonomisation et du fonctionnement des organisations en rapport avec la vie coopérative, la maîtrise des rôles et responsabilités, la vente groupée et le développement d'AGR, la gestion administrative et de comptabilité simplifiée etc ;
 - Appui à la mise en place de cadre de concertations communaux pour une gouvernance inclusive des AHA ;
 - Appui et accompagnement de la tenue des concertations villageoises pour l'élaboration et la mise en œuvre des plans de développement (PD) sur 60 sites AHA dans les régions de Bandiagara, Koulikoro, Bougouni et Dioila. Dans le cadre de la production Agricole
- ❖ Dans le cadre de l'appui conseil
 - Renforcement de capacité des producteurs sur les bonnes pratiques de production Agricole (SRI, maraichage, agroécologie, élevage des ovins et aviculture)
 - Renforcement de capacité des producteurs sur les bonnes pratiques agroécologiques : gestion de la fertilité des sols (compostage), gestion de l'eau d'irrigation (besoin en eau, fréquence d'arrosage et gestion durable de l'eau), traitement contre les ennemis de cultures
 - Dotation en petit matériel et intrant de production agricole et d'élevage
 - Dotation et formation sur la conservation des produits agricoles
- ❖ Dans le cadre de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) : une approche axée sur la communication pour le changement social et de comportement (CCSC) dans le contexte de *"l'irrigation de proximité sensible à la sécurité alimentaire et nutritionnelle"*
 - Dotation des acteurs de la cascade pools formateurs régionaux, acteurs intermédiaires et communautaires de compétences techniques et matérielles sur les différents outils disponibles pour une meilleure communication auprès des groupes cibles qui sont les ménages, FEFA, GRA, GSAN et COGES ;
 - Formation des Directeurs et animateurs radios de proximité partenaires sur les thématiques SAN et les formats radios pour le CCSC ;
 - Tenue des ateliers de conception des plans globaux de réalisation des émissions ;
 - Mise en place, formation et animation des groupes de réflexion et d'action (GRA) ;
 - Dotation des groupes de réflexion et d'action en kits de démonstrations nutritionnelles ;

- Communication pour le changement social et de comportement (CCSC) à travers les groupes de réflexion et d'action (GRA) et les radios de proximités des sites AHA ;
- Formation des groupes de réflexion et d'action sur les thématiques SAN et les recettes à haute valeur nutritives à base de produits locaux disponibles sur sites ;
- Formation des groupes de réflexion sur l'utilisation de la boîte à images ;
- Réalisation des séances de démonstrations nutritionnelles basées sur des recettes locales disponibles localement ;
- Tenue des ateliers de pérennisation et d'autonomisation des groupes de réflexion et d'action ;
- Tenue des ateliers d'intégration des activités des GRA dans les activités régaliennes des services techniques de santé et d'agriculture.

2. Tâches à exécuter par le contractant

L'étude sera réalisée par un Bureau d'Études (BE) et conduite de façon participative et impliquera les acteurs communautaires (OPA, Sociétés Coopératives, GSAN, COGES, GRA), les services techniques (Agriculture, Elevage, Génie Rural, Santé, Promotion de la femme, de l'enfant et de la famille, Production et industrie animale, Contrôle de pollution des nuisances Eaux et Forêts, etc.), les radios partenaires dans la mise en œuvre du projet et les collectivités décentralisées partenaires. Le contractant doit proposer des outils de collecte, proposer un plan d'analyse des résultats, proposer une méthodologie appropriée, recruter et former des agents de collecte, collecter les données sur le terrain, analyser et traiter les informations, fournir des rapports (étape, provisoire et final).

Cette étude se réalisera en deux (02) étapes :

- **Etape 1** : Evaluation finale de la situation des indicateurs de sécurité alimentaire et nutritionnelle probablement à partir de janvier 2026) ;
- **Etape 2** : Evaluation finale des indicateurs du projet PASSIP/ACTION (probablement en avril 2026).

2.1. Objectif global de la mission :

L'objectif global de la présente prestation est d'évaluer le niveau d'atteinte des indicateurs de sécurité alimentaire et nutritionnelle ; mais aussi globalement l'atteinte des indicateurs du projet PASSIP/ACTION (voir en annexe les indicateurs du projet)

2.2. Objectifs spécifiques de la prestation :

Etape 1 : Evaluation finale de la situation des indicateurs de sécurité alimentaire et nutritionnelle : il s'agira d'évaluer les niveaux d'atteinte des indicateurs de la sécurité alimentaire et nutritionnelle notamment :

- Déterminer le pourcentage et le nombre de ménage ayant un score de diversité alimentaire (SDAM) (cf. FAO. 2013. Guide pour mesurer la diversité alimentaire au niveau du ménage et de l'individu. <https://www.fao.org/3/i1983f/i1983f.pdf> --> SDAM seulement) faible, limite et acceptable des sites AHA de PASSIP/ACTION ;
- Déterminer le nombre et le pourcentage de femmes en âge de procréer ayant atteint une diversité alimentaire minimale (MDD-W) selon les normes de la FAO (cf. FAO. 2021. Minimum dietary diversity for women. Rome. <https://doi.org/10.4060/cb3434en> par région ;
- Evaluer les connaissances, attitudes et pratiques (CAP) alimentaires et nutritionnelles (cf. Fautsch Macías, Y, et Glasauer, P. 2016. Guide pour évaluer les Connaissances, Attitudes et Pratiques liées à la nutrition. Manuel CAP. FAO, Rome. www.fao.org/3/i3545f/i3545f.pdf) ainsi que d'hygiène alimentaire des femmes enceintes et allaitantes et des enfants moins de cinq ans (Focus sur : **connaissances des femmes enceintes allaitantes sur les recettes nutritionnelles, leurs besoins nutritionnels, les pratiques d'allaitement maternel exclusif, d'alimentation de complément, leur état de santé et leurs enfants, leurs recours aux soins, les sources d'approvisionnement en eau et leur traitement, et les pratiques d'hygiène dans les ménages**) ;
- Identifier les barrières (potentielles) à un changement de comportement en faveur d'une diversification alimentaire et nutritionnelle des hommes et des femmes, y compris l'accès à des moyens de communication (TIC et autres) /sources d'information liée à l'alimentation et la nutrition (GIZ. 2019. Changement social et comportemental. Perspectives et pratiques. https://www.giz.de/de/downloads/giz2019_fr_changement-social-et-comportemental-perspectives-et-pratiques.pdf) ;
- Etablir la situation sur la disponibilité des produits locaux sur chaque site et l'utilisation des revenus pour l'achat d'aliments nutritifs pour les femmes enceintes et allaitantes (FEFA) et enfants ;
- Identifier les bonnes pratiques alimentaires et nutritionnelles dans le contexte de PASSIP/ACTION ;
- Déterminer le nombre de personnes (hommes, femmes, enfants de moins de 5 ans) pour lesquelles l'insécurité alimentaire et nutritionnelle est réduite ;
- Déterminer le pourcentage de ménages bénéficiaires pratiquant les conseils donnés et les connaissances acquises ;
- Nombre ou pourcentage de femmes maîtrisant les bonnes pratiques alimentaires et nutritionnelles.

Etape 2 : Evaluation finale des indicateurs du projet PASSIP/ACTION, qui visera à :

- Analyser la fonctionnalité des OPA (COGES, Société Coopératives) ;
- Analyser la représentativité des femmes dans les instances de prise de décision ;
- Décrire les liens de collaboration entre les collectivités et les communautés de base (COGES et Sociétés coopératives) ;

- Décrire les types de services rendus par les comités de gestion, les sociétés coopératives à leurs membres et aussi les collectivités territoriales aux communautés de base (COGES et Sociétés coopératives) ;
- Apprécier le niveau d'augmentation de la productivité, de la production et de la marge brute des spéculations (riz, oignon, échalote, tomate et pomme de terre) dans les zones d'intervention du projet ;
- Analyser les difficultés liées à la production, la transformation, commercialisation et conservation des produits agricoles ;
- Apprécier l'impact du petit élevage sur le revenu et les habitudes alimentaires des ménages ;
- Décrire l'utilisation faite des plantes utilitaires données sur les sites AHA ;
- Donner le niveau d'appropriation des plans de développement (PD) des AHA par les communautés y compris les collectivités par rapport aux planifications communales ;
- Donner le taux d'adoption des bonnes pratiques agricoles, alimentaires et nutritionnelles ;
- Donner le taux de perte des produits agricoles dans les magasins de stockage ;
- Apprécier le pourcentage des terres agricoles exploitées par les femmes et les jeunes dans la zone d'intervention du projet ;
- Donner le niveau de pauvreté à l'échelle nationale et par région d'intervention ;
- Evaluer les résultats et impacts du projet selon les critères d'évaluation de l'OCDE (pertinence, cohérence, efficacité, efficience, impact et durabilité).
 - ✓ **Pertinence** : Mesure dans laquelle les objectifs d'une intervention de développement sont compatibles avec les besoins des bénéficiaires, les besoins régionaux, les priorités mondiales et les politiques des partenaires et des donateurs politiques des partenaires et des donateurs
 - ✓ **Cohérence** : Quelle est l'adéquation de l'intervention ? Compatibilité de l'intervention avec d'autres interventions, secteurs ou institutions.
 - ✓ **Efficacité : Performance** technique / évalue la réalisation des objectifs de l'intervention et les indicateurs qui y sont liés
 - ✓ **Efficience** : Dans quelle mesure les ressources sont-elles bien utilisées ? Mesure dans laquelle l'intervention produit, ou est susceptible de produire, des résultats de manière économique et opportune
 - ✓ **Durabilité** : Examine si les impacts positifs identifiés des trois dimensions de la durabilité (sociale, écologique, économique) sont permanents ou institutionnalisés dans le système du partenaire
 - ✓ **Impact** : Mesure dans laquelle l'intervention contribue à la réalisation de résultats de développement primordiaux

Le contractant est responsable de la fourniture des prestations suivantes :

- Un compte rendu de la participation à la réunion de cadrage pour clarifier sa compréhension du mandat ;
- Proposer un plan d'exécution de l'étude (planning dans le temps et dans l'espace, organisation du travail) selon les 2 étapes de l'étude ;
- Proposer une approche méthodologique détaillée prenant en compte la stratégie d'échantillonnage des données ;
- Proposer des outils de collecte (questionnaire et guide d'entretien) et un plan d'analyse détaillé des données (y compris les formats des tableaux à générer sur la base des variables contenues dans les outils de collectes) et les discuter avec l'équipe PASSIP/ACTION pour les différentes étapes ;
- Former (en théorie et en pratique) les enquêteurs et les superviseurs sur les outils de collecte numériques, y compris le pré-test sur le terrain et les adaptations éventuelles après pré-test ;

- Produire un rapport de démarrage ;
- Réaliser des entretiens qualitatifs avec les acteurs sur la base des questions portant sur les 6 critères de l'OCDE ;
- Réaliser la collecte des données sur le terrain et procéder à leur l'analyse ;
- Présenter un rapport d'étape (soit le rapport de la première étape) ;
- Présenter un rapport provisoire et un rapport final des résultats de la prestation (les 2 étapes compilées) ;
- Respecter les termes du contrat qui sera signé avec le PASSIP/ACTION ;
- Faire part à l'équipe PASSIP/ACTION des constats, des difficultés rencontrées et des suggestions avant, durant et après la collecte des données.

Certaines étapes clés doivent être atteintes à des dates définies pendant la durée du contrat et à des endroits précis, conformément au tableau ci-dessous :

Étapes clés	Date / responsable
Etape 1 : Evaluation finale de la situation des indicateurs de sécurité alimentaire et nutritionnelle (25 jours)	
Elaboration des outils de collecte (02 jours),	05 jours après la signature du contrat
Réunion de cadrage (1jours)	10 jours après la signature du contrat /chef de mission
Formation des enquêteurs et superviseurs et prétest des outils (3 jours)	15 jours après la signature du contrat /Chef de mission
Collecte des données sur le terrain (10jours terrain)	20 jours après la signature du contrat / Superviseurs
Analyse des données et production du rapport provisoire (6 jours)	35 jours après la signature du contrat /Chef de mission
Restitution des résultats provisoires (1 jours)	45 jours après la signature du contrat /Chef de mission
Production du rapport final (2 jours)	50 jours après la signature du contrat /Chef de mission
Etape 2 : Evaluation finale des indicateurs du projet PASSIP/ACTION (25 jours)	
Elaboration des outils de collecte (questionnaire et guide d'entretien pour les 6 critères de l'OCDE) (2 jours)	105 après la signature du contrat /Chef de mission
Réunion de cadrage (1jours)	110 jours après la signature du contrat /chef de mission
Formation des enquêteurs et superviseurs et prétest des outils (3 jours)	115 jours après la signature du contrat /Chef de mission
Collecte des données sur le terrain (10jours terrain) y compris les échange avec les acteurs selon les 6 critères de l'OCDE	120 jours après la signature du contrat / Superviseurs
Analyse des données et production du rapport provisoire (6 jours)	135 jours après la signature du contrat /Chef de mission
Restitution des résultats provisoires (1 jours)	145 jours après la signature du contrat /Chef de mission
Production du rapport final (2 jours)	150 jours après la signature du contrat /Chef de mission

3. Zone de l'étude

L'étude va concerner 60% des 80 sites AHA du projet PASSIP/ACTION dont la liste se trouve en annexe.

La prestation est prévue pour une durée de 50 jours sur une période de 08 mois à partir de la date de signature du contrat.

4. Conception

Dans son offre, le soumissionnaire doit présenter *comment* il entend réaliser la prestation. Il doit en outre décrire comment sera organisée la gestion du projet pour l'exécution de la prestation.

4.1. Conception technique et méthodologique

Stratégie : le soumissionnaire traite dans un premier temps les tâches définies dans le contexte des objectifs fixés pour la prestation objet de l'appel d'offres. Il présente et justifie ensuite la stratégie explicite qu'il entend mettre en œuvre pour fournir la prestation dont il aura la responsabilité. (1. 1 du schéma d'évaluation)

Le soumissionnaire présente les acteurs importants pour la prestation dont il aura la responsabilité et décrit la **coopération** avec ces acteurs. (1. 2 du schéma d'évaluation)

Le soumissionnaire expose et explique l'approche et la méthode qu'il mettra en œuvre avec les partenaires du projet pour le **pilotage** des mesures définies, ainsi que sa contribution au suivi des résultats. (1. 3 du schéma d'évaluation)

Le soumissionnaire décrit les **processus** (1. 4 du schéma d'évaluation) centraux de la prestation relevant de sa responsabilité et élabore un plan de déroulement précisant comment elle sera réalisée. Pour ce faire, il décrit notamment les étapes de travail requises et prend en compte les éventuelles étapes clés (jalons) et contributions d'autres acteurs. Le travail peut être organisé en trois grandes phases que sont :

4.1.1. Phase 1 : Conception / Préparation

Il s'agira de l'élaboration d'un protocole de recherche efficace comprenant les points suivants pour la bonne conduite de cette étude :

- Compréhension de la mission ;
- Proposition d'outils efficaces pour la collecte des données en tenant compte des outils pertinents et actualisés ;
- Un échantillonnage permettant l'analyse des données représentatives par région (**Koulikoro, Bougouni, Dioila et Bandiagara**) et au niveau global. Dans chaque site ciblé, l'étude couvrira, les exploitations agricoles, les ménages, les femmes en âge de procréer ; les services techniques partenaires, les comités de gestion, les sociétés coopératives, les collectivités territoriales ;
- La revue documentaire ;
- Le processus de cadrage de l'étude, y compris une séance de travail avec l'équipe PASSIP/ACTION pour la validation de la méthodologie et des outils ;
- Proposition d'un chronogramme / calendrier des activités.

4.1.2. Phase 2 : Exécution sur le terrain

Avant la visite des sites et la collecte de données sur le terrain, le prestataire devra se concerter et échanger avec les structures et projets suivants : l'équipe PASSIP/ACTION pour l'output 3/PASSIP/ACTION et les Directions Régionales de l'Agriculture et de la Santé ainsi que leurs démembrements pour leur accompagnement de tout le processus de collecte jusqu'à la validation des résultats de l'étude.

NB : Exceptée la région de Bougouni où les services régionaux viennent d'intégrer le projet.

4.1.3. Phase 3 : Analyse des données

Le prestataire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour la saisie correcte, y compris le nettoyage de la base des données ;

L'analyse des données sera faite comme il est spécifié dans le protocole ;

Sur la base des premiers résultats, une séance d'échange sera organisée par PASSIP/ACTION avec le prestataire pour présenter et discuter les résultats préliminaires de l'analyse avant de finaliser le premier draft du rapport.

4.1.4. Phase 4 : Rapportage et présentation

- Rédaction et soumission du premier draft du rapport ;
- Préparation du rapport final qui inclut des réponses pertinentes à tous les commentaires reçus de la part du PASSIP/ACTION. Le rapport final sera soumis en deux copies dures et une copie électronique et accompagnés de la base des données sur un format XLSFORMS ;
- Les données collectées à travers Kobo collect, sont transmises dans un format numérique ;
- Participation à l'atelier de validation des résultats et présentation des résultats (Power-Point).

Gestion de projet du contractant (1. 6 du schéma d'évaluation) : Le soumissionnaire explique son approche et sa méthode pour la coordination avec le projet de la GIZ. Il doit notamment indiquer les exigences en matière de gestion de projets figurant au chapitre 2 « Mission du contractant ».

Le soumissionnaire doit établir et expliquer un **planning d'affectation du personnel** pour l'ensemble du personnel spécialisé qu'il prévoit de mettre en place ; ce planning devra illustrer les durées d'intervention (périodes et jours d'expert-e) et les lieux d'intervention des différents membres de l'équipe et les affecter aux étapes mentionnées dans le planning d'exécution

Exigences caractéristiques en matière de gestion de projet :

- Le contractant est responsable de la sélection, de la préparation, de la formation continue et du pilotage des expert-e-s nationaux-ales en mission de courte ou de longue durée affecté-e-s à l'exécution des tâches de conseil.
 - Le contractant fournit des biens d'équipement et de consommation et assume les frais de fonctionnement et d'administration correspondants.
 - Le contractant contrôle les recettes et les dépenses, tient la comptabilité et procède à la facturation conformément aux exigences de la GIZ.
- Le contractant établit des rapports réguliers à l'intention de la GIZ selon les indications figurant dans les Conditions générales de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH de 2020.

Le soumissionnaire élabore un **plan d'intervention du personnel** pour la totalité des expert·e·s inclus dans son offre et fournit des explications sur celui-ci ; ce plan présente les dates (période et journées de spécialiste) et les lieux d'intervention des différents membres de l'équipe et leur attribue les étapes de travail mentionnées dans le plan de déroulement.

4.2. Autres exigences spécifiques

Au regard de la spécificité de l'activité et du groupe cible, le respect de l'égalité genre est obligatoire. L'équipe sera constituée à 50% sexe féminin.

5. Concept du personnel

L'équipe chargée de mener cette étude, devra comprendre entre autres un chef de mission (masculin ou féminin) bien expérimentée et ayant des qualifications confirmées dans les études similaires. Il/elle sera l'interlocuteur entre l'équipe PASSIP/ACTION et le bureau retenu pour la prestation émanant du projet. Il/elle sera responsable de l'élaboration du rapport provisoire et final et assurera la supervision des enquêteurs dans les régions de Koulikoro (y compris les sites dans la nouvelle région de Bougouni), Dioila et Bandiagara.

5.1. Direction de l'équipe

Tâches de la direction de l'équipe

- Coordination et garantie de la communication avec la GIZ, les partenaires et d'autres parties prenantes au projet,
- Gestion du personnel, notamment identification des besoins en missions de courte durée dans le cadre du budget disponible,
- Elaboration et dépôt du rapport final dans les délais requis

Il est souhaitable globalement que l'équipe chargée pour les deux (02) étapes se compose des profils suivants :

- **(01) Un Chef de mission** (masculin ou féminin) : il ou elle sera chargé (e) de conduire les deux (02) missions/étapes, responsable de la bonne exécution des missions. Il sera l'interface entre le bureau et le PASSIP. Avec un temps d'intervention maximum de 50 jours soit 25 jours pour chacune des étapes. Ce chef de mission peut être remplacé par un suppléant en cas de nécessité (empêchement/ indisponibilité) et ce dernier jouira des mêmes conditions pour remplir la mission réservée au chef de mission
- **(01) Un statisticien** de haut niveau (masculin ou féminin) : Chargé de conception de la base de données sur Kobo Collect, l'analyse et l'interprétation des données collectées par les enquêteurs et superviseurs avec un temps d'intervention maximum de 18 jours pour les deux (02) étapes ;
- **(04) Quatre superviseurs** (masculins et féminins) : supervisent les enquêteurs au moment de la collecte des données. Avec un temps d'intervention maximum de 26 jours par superviseur et pour les deux (02) étapes ;
- **(12) Douze enquêteurs** (soit trois par équipe), dont au moins les 50% de femmes (eu égard aux cibles de l'enquête) : Ils sont chargés de collecter les données sur le terrain. Avec un temps d'intervention maximum de 26 jours par enquêteur et pour les deux (02) étapes.

5.2. Qualifications du personnel proposé :

Le·la contractant·e doit, à l'appui des CV correspondants, proposer du personnel pour les postes indiqués et décrits ici en termes de tâches et de qualifications. Les qualifications mentionnées dans ce qui suit correspondent aux exigences à remplir pour obtenir le maximum de points dans l'évaluation de la partie technique de l'offre.

NB : Il faudra aussi préciser le personnel par zone.

5.2.1. Direction de l'équipe ou consultant principal (01) :

Formation : Diplôme universitaire (Bac+5) en suivi-évaluation, en sécurité alimentaire et nutritionnelle, en développement rural, sciences sociales ou dans des domaines connexes ;

Expérience professionnelle générale : 10 ans d'expériences professionnelles dans l'évaluation des projets/programmes en lien avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle ou développement rural ou des cas similaires ;

Expériences professionnelles spécifiques : 5 études de cas sur les indicateurs **MDD-W, SDAM, CAP** ; au moins 5 études d'évaluation de fin de projet/programme ;

Langues : Maîtrise de la langue en français (Niveau Excellent : C2), langues locales de la zone d'intervention

Expérience de direction/ du Management : Avoir de l'expérience dans la conduite des études de cas similaires (au moins 2 cas) ;

Expérience régionale : Avoir réalisé au moins 01 étude d'évaluation similaire dans la sous-région.

Expérience en coopération de développement : Parfaite connaissance des systèmes publics de développement rural (avoir au moins trois (03) années d'expériences dans le secteur du développement rural) ;

Diverses compétences : Expérience dans l'analyse et l'interprétation des données quantitatives et qualitatives.

5.2.2. Expert·e n°1 Statisticien (01) :

Formation : Diplôme universitaire (BAC+4) en statistique, en informatique ou dans des domaines connexes ;

Expérience professionnelle générale : Expériences dans la conception, la collecte, l'analyse et le traitement des données statistiques d'au moins 7 études socioéconomiques ;

Expériences professionnelles spécifiques : Au moins 5 études dans la collecte, l'analyse et le traitement des données sur les indicateurs (**SDAM, MDD-W, CAP**) ;

Langues : Maîtrise de la langue en français (Niveau Excellent : C2),

Management : Avoir de l'expérience dans la conduite de conception de base de données (au moins 5 cas) ;

Expérience en coopération de développement : Parfaite connaissance des systèmes publics de développement rural (avoir au moins trois années d'expériences dans le secteur du développement rural) ;

Diverses compétences : Expérience avec Kobo Toolbox pour l'élaboration, la saisie et l'administration de questionnaires électroniques (Avoir donné au moins une formation sur Kobotoolbox ou avoir fait une conception sur Kobotoolbox) (1points/2), Expérience approfondie dans l'utilisation de MS Excel (avoir élaboré au moins deux bases de données) (1 points/2)

5.2.3. Expert·e n°2 Superviseur (au nombre de 4) :

Formation : Bac+4 en suivi-évaluation, sciences sociales, économie rurale, sécurité alimentaire et nutritionnelle, environnement ou tout autre diplôme équivalent ; (Total des points 2 : chaque superviseur aura 0,5)

Expérience professionnelle générale : Avoir des expériences dans la supervision d'au moins 5 études sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) ou le développement rural Total 8 et chaque Sup 2)

Expérience professionnelle spécifique : Avoir conduit la supervision d'au moins 3 études sur les indicateurs **SDAM, MDD-W, CAP** ; (total : 8 chaque Sup aura 2)

Langue : Très bonne maîtrise du français (Niveau Excellent : C2), ainsi que la langue locale selon lieu d'affectation ; (Total des points :2 ; Chaque sup aura 0,5)

Expérience locale/ Régionale : 2 ans d'expérience dans la région de l'affectation (total : 4 chaque Sup aura 1)

5.2.4. Expert-e n°3 Enquêteur (au nombre de 12)

Formation : Bac+2 en suivi-évaluation, sciences sociales, économie rurale ou tout autre diplôme équivalent ; (total 3 et 0,25 chacun)

Expérience professionnelle générale : 2 ans d'expérience dans la conduite des enquêtes quantitatives et qualitatives ; (total 6 et 0,50 chacun)

Expérience professionnelle spécifique : Au moins 3 enquêtes conduits à travers des systèmes de Computer Assisted Personal Interviews (CAPI) ; (total 9 et 0,75 chacun)

Langue : Très bonne maîtrise du français (Niveau Excellent : C2,) ainsi que la langue locale selon lieu d'affectation ; (3 et chacun 0,25)

Le soumissionnaire propose, en fournissant les CV correspondants, le personnel pour les fonctions énumérées dans le tableau ci-dessus.

Compétences générales (soft skills) des membres de l'équipe

En plus de leurs qualifications techniques, les membres de l'équipe doivent également posséder les qualifications suivantes :

- Capacité à travailler en équipe
- Capacité d'initiative
- Aptitude à communiquer
- Compétences socioculturelles
- Prise en compte des partenaires et des clients et efficacité dans l'action
- Réflexion transdisciplinaire

Ateliers, formation initiale

Le bureau d'études assurera le renforcement des capacités de son équipe et le test des outils sur le terrain. Il s'agit de la formation de :

- Formation des enquêteurs et superviseurs
- Pré-test des outils sur un site neutre.

6. Contributions de la GIZ ou d'autres acteurs

Il est prévu que la GIZ fournisse les prestations suivantes :

- Assurer le financement pour la réalisation de l'étude ;

- Partager avec le bureau d'étude une lettre d'introduction auprès des autorités des différentes régions et localités concernées par cette étude ;
- Valider la méthodologie proposée par le bureau d'étude ;
- Valider les outils de collecte de données (questionnaire ménage, questionnaire mère, guides d'entretien avec services techniques, guide focus group) ;
- Valider le choix du personnel qui compose l'équipe ;
- Participer à leur formation ;
- Superviser la mise en œuvre sur le terrain ;
- Organiser un atelier de restitution/validation des résultats.
- Faire des observations lors de la présentation orale du rapport provisoire bien détaillé ;
- Faire la lecture et proposer des amendements au Draft du rapport final de l'étude ;
- Valider le rapport final de l'étude.

Pour une meilleure compréhension de la thématique, le PASSIP/GIZ mettra à la disposition les documents suivants

- Rapport final de l'étude base de PASSIP/ACTION ;
- Rapport de l'étude de référence SAN de PASSIP/ACTION ;
- Documents sur PASSIP III et IV ;
- Rapport étude de base sur la situation alimentaire et nutritionnelle du PASSIP III et IV ;
- Rapport final de PASSIP/REAGIR ;
- Rapport Etude Capitalisation des Groupes de Réflexion et D'action PASSIP III ;
- Rapport de Capitalisation des expériences SAN de PASSIP IV ;
- Rapport collecte des effets qualitatifs du volet SAN PASSIP III ;
- Rapport de mise en place des Groupes de réflexion et d'action PASSIP III, IV et nouveau PASSIP ;
- Rapport Etude finale PASSIP III et IV ;
- Rapport final de l'évaluation des OPA de PASSIP/ACTION ;
- Document Programme Nationale de l'Irrigation de Proximité (PNIP 2).

7. Consignes relatives au format de l'offre

La structure de l'offre du soumissionnaire doit correspondre à celle des TdR. En particulier, la structure détaillée de la conception (chapitre 3) doit correspondre à la structure des critères pondérés (pour lesquels la valeur indiquée n'est pas 0) dans le schéma d'évaluation. L'offre doit être facile à déchiffrer (police de taille 11 ou supérieure) et être rédigée de manière aisément compréhensible. L'offre est établie en français.

Les CV du personnel proposé conformément au chapitre 5 des TdR doivent obligatoirement respecter le format indiqué dans les conditions de participation. Ils doivent permettre d'identifier le poste et la fonction occupés par la personne proposée dans les projets pertinents

et citer combien de temps cette activité a duré. Les CV doivent également être établis en français.

8. Protection des données et sécurité de l'information

Les dispositions relatives à la protection des données et à la sécurité de l'information figurant dans la version en vigueur des Conditions générales s'appliquent.

L'exécution du contrat peut impliquer le traitement de données à caractère personnel par le contractant, comme par exemple (mais pas uniquement) le traitement des noms et des coordonnées. Dans de tels cas, le sous-traitant agit en tant que **RESPONSABLE DES DONNEES** à part entière et doit respecter **TOUTES** les obligations applicables en matière de protection des données, y compris celles découlant des lois régionales et locales. Le sous-traitant ne peut traiter les données à caractère personnel que si l'objectif à atteindre ne peut être atteint sans ces données. Les principes de protection des données tels que la légitimité, la minimisation des données, l'exactitude, la limitation de la finalité, la limitation du stockage, la transparence, l'intégrité et la confidentialité et l'obligation de rendre des comptes ainsi que les nombreux droits de la personne concernée doivent être respectés. La GIZ n'est en aucun cas responsable d'un tel traitement.

Dans les cas où le contractant suit les instructions d'un partenaire de la GIZ, le partenaire est le responsable du traitement des données. Les lois et normes applicables ici pour lui et le contractant doivent être respectées et mises en œuvre.

Si le contractant n'est pas soumis au RGPD et que les lois applicables ne contiennent pas d'explications sur les principes et les droits en matière de protection des données mentionnés ici, il convient de se référer aux définitions du RGPD (Règlement (UE) 2016/679)

9. Annexes

9.1. Lettre de soumission de la proposition technique

[Lieu, date]

Au : **Directeur Résident de la GIZ au Mali**

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous proposer mes services, à titre de consultant, pour [titre de la mission] à Bamako conformément à votre Demande de propositions en date du [date de la lettre d'invitation]. Je vous sou mets par la présente une proposition technique faisant ressortir le lien entre mes expériences et les termes de référence de la présente consultation sous enveloppe cachetée. Je déclare par la présente que toutes les informations et déclarations contenues dans la présente Proposition sont authentiques et accepte que toute déclaration erronée y apparaissant puisse entraîner mon exclusion.

Ma Proposition a pour moi force obligatoire, sous réserve des modifications résultant des négociations.

Si ma Proposition est retenue, je m'engage à commencer la prestation pour la mission proposée à la date du [date indiquée de démarrage dans la lettre d'invitation] au plus tard.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Nom et titre du signataire : _____

Nom et adresse du bureau du Consultant : _____

9.2. Lettre de soumission de l'offre financière

[Lieu, date]

Au : **Directeur Résident de la GIZ au Mali**

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous proposer mes services, à titre de consultant, pour *[titre de la mission]* à Bamako conformément à votre demande de propositions en date du *[date]* et à notre Proposition technique. Vous trouverez ci-joint ma Proposition financière qui s'élève à *[montant en lettres et en chiffres]*¹. Ce montant est établi en hors taxes.

Ma Proposition financière a pour moi force obligatoire, sous réserve des modifications résultant de la négociation du Contrat, jusqu'à l'expiration du délai de validité de la Proposition, c'est-à-dire jusqu'à la date *[date butoir d'attribution du marché indiquée dans la lettre d'invitation]*,

Nous savons que vous n'êtes tenu d'accepter aucune des propositions reçues.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

Signature du représentant habilité et cachet : _____

Nom et titre du signataire : _____

Nom et adresse du bureau du Consultant : _____

9.3. Liste des sites AHA

La présente étude sera essentiellement réalisée sur 50% des sites AHA dans les régions de Koulikoro, Dioïla, Bougouni et Bandiagara.

Le tableau ci-dessous donne les détails sur les sites d'intervention du projet par région :

N°	N/Rgion	Régions	Cercles	Communes	Sites AHA
1	1	Bandiagara	Bandiagara	Dandoli	Doumbogou
2	2	Bandiagara	Bandiagara	Dandoli	Wolo - Wolo
3	3	Bandiagara	Bandiagara	Dandoli	Sibi Sibi
4	4	Bandiagara	Bandiagara	Dandoli	Golgou
5	5	Bandiagara	Bandiagara	Doucombo	Djombolo Leye/Barkomo
6	6	Bandiagara	Bandiagara	Doucombo	Djombolo Leye
7	7	Bandiagara	Bandiagara	Dourou	Sassambourou
8	8	Bandiagara	Bandiagara	Dourou	Dobolo
9	9	Bandiagara	Bandiagara	Dourou	Konssogou DO
10	10	Bandiagara	Bandiagara	Kendié	Dianga
11	11	Bandiagara	Bandiagara	Kendié	Kentaba Ley
12	12	Bandiagara	Bandiagara	Muétomou	Sadégué
13	13	Bandiagara	Bandiagara	Ondougou	Banabiné
14	14	Bandiagara	Bandiagara	Ondougou	Indell
15	15	Bandiagara	Bandiagara	Soroly	Andjoumbolo
16	16	Bandiagara	Bandiagara	Soroly	Koundougou Lougourougoumo
17	17	Bandiagara	Bandiagara	Dandoli	Lougourougoumo
18	18	Bandiagara	Bandiagara	Sangha	Daga Terely
19	19	Bandiagara	Bandiagara	Sangha	Kama Sendé
20	20	Bandiagara	Bandiagara	Sangha	Terely
21	21	Bandiagara	Bandiagara	Wadouba	Tabara
22	22	Bandiagara	Bandiagara	Wadouba	Gondouguinédoulou
23	23	Bandiagara	Bandiagara	Bandiagara	Bandiagara (Pont Barrage)
24	24	Bandiagara	Bankass	Baye	Baye
25	1	Koulikoro	Koulikoro	Tienfala	Sirakoroni
26	2	Koulikoro	Koulikoro	Tienfala	Daforo
27	3	Koulikoro	Koulikoro	Tienfala	Tienfala
28	4	Koulikoro	Koulikoro	Tienfala	Sirabalabougou
29	5	Koulikoro	Koulikoro	Sirakorola	Dogoni
30	6	Koulikoro	Koulikoro	Sirakorola	Zana
31	7	Koulikoro	Koulikoro	Koula	Sirimansoni
32	8	Koulikoro	Koulikoro	Koula	Bodo
33	9	Koulikoro	Koulikoro	Koula	Tombougou
34	10	Koulikoro	Koulikoro	Koula	Wolokorodji
35	11	Koulikoro	Koulikoro	Meguetan	Dladiè

N°	N/Rgion	Régions	Cercles	Communes	Sites AHA
36	12	Koulikoro	Koulikoro	Dinandougou	Fatiambougou
37	13	Koulikoro	Koulikoro	Dinandougou	Banancoro
38	14	Koulikoro	Koulikoro	Dinandougou	Dianguinebougou
39	15	Koulikoro	Banamba	Toubacoro	Sirani
40	16	Koulikoro	Banamba	Madina Sacko	Neguessebougou
41	17	Koulikoro	Banamba	Madina Sacko	Deni
42	18	Koulikoro	Banamba	Madina Sacko	Kokoni
43	19	Koulikoro	Banamba	Madina Sacko	Korokobougou
44	20	Koulikoro	Banamba	Madina Sacko	Djimébougou
45	21	Koulikoro	Banamba	Benkady	Fanalé
46	22	Koulikoro	Banamba	Benkady	Niampéla
47	23	Koulikoro	Banamba	Banamba	Dankolon
48	24	Koulikoro	Banamba	Boron	Kamico
49	25	Koulikoro	Kati	Sanankoroba	Digato
50	26	Koulikoro	Kati	Sanankoroba	Toya
51	27	Koulikoro	Kati	Dialakoroba	Diorila
52	28	Koulikoro	Kati	Bougoula	Falan
53	29	Koulikoro	Kati	Tièlè	Kolimba
54	30	Koulikoro	Kati	Kalifabougou	Djidjè
55	31	Koulikoro	Kati	N'Tjiba	Bancouma ¹
56	32	Koulikoro	Kolokani	Nonsombougou	Kodialanda
57	33	Koulikoro	Kolokani	Nonkon	Koungoba
58	34	Koulikoro	Kolokani	Tioribougou	Sominambougou
59	35	Koulikoro	Kolokani	Massantola	Kalifabougou
60	36	Koulikoro	Kolokani	Massantola	Kolon
61	37	Koulikoro	Kolokani	Nonkon	Sinèbougou
62	1	Bougouni	Ouéléssébougou	Ouéléssébougou	Sikoro-Djitoumou
63	2	Bougouni	Ouéléssébougou	Ouéléssébougou	Kolena
64	3	Bougouni	Ouéléssébougou	Ouéléssébougou	Zelani
65	4	Bougouni	Ouéléssébougou	Ouéléssébougou	Banankoro Djitoumou
66	5	Bougouni	Ouéléssébougou	Ouéléssébougou	Zelabougou
67	6	Bougouni	Ouéléssébougou	Ouéléssébougou	Farani
68	7	Bougouni	Ouéléssébougou	Tiakadougou Faraba	Faraba
69	8	Bougouni	Ouéléssébougou	Sanankoro-Djitoumou	Tiemba
70	9	Bougouni	Ouéléssébougou	Sanankoro-Djitoumou	Kaban
71	10	Bougouni	Ouéléssébougou	Sanankoro-Djitoumou	Bamakoni
72	11	Bougouni	Ouéléssébougou	Sanankoro-Djitoumou	Fadiobougou
73	12	Bougouni	Selingué	Niagadina	Niagadina
74	13	Bougouni	Selingué	Niagadina	Nanguila
75	1	Dioila	Dioila	Kaladougou	Wolomé
76	2	Dioila	Dioila	Zan Coulibaly	Nianina
77	3	Dioila	Dioila	Zan Coulibaly	N'Djouatien

N°	N/Rgion	Régions	Cercles	Communes	Sites AHA
78	4	Dioila	Dioila	Binko	Gonido
79	5	Dioila	Dioila	N'Garadougou	Falakono
80	6	Dioila	Dioila	N'Garadougou	Nonfoura
81	7	Dioila	Dioila	Kémé Kafo	Falani Wolokoro

9.4. MODÈLE DE CURRICULUM VITAE (CV) DES EXPERTS

1) Profession ou spécialisation :

2) Etat civil :

Nom / Prénom :

Date naissance / Lieu / Nationalité :

Adresses postale / Adresse e-mail / site web :

Téléphone(s) :

3) Education formelle / diplômes :

Diplôme	Sujet de mémoire ou thèse	Année	Nom institution	Lieu

4) Formations supplémentaires :

Année / Durée	Domaine	Nom institution	Lieu

5) Emplois permanents :

Année / Durée contrat	Fonction	Nom structure	Lieu

6) Expérience professionnelle :

A regrouper par domaine d'expertise (évaluation, formation, modération, audit etc.)

Domaine d'expertise	Intitulé de l'étude, de la prestation	Responsabilité (chef d'équipe, membre d'équipe, stagiaire etc.)	Année	Commanditaire	Lieu

7) Langues :

A préciser : excellent / bon / moyen / faible

Langue	Parler	Lire	Ecrire

8) Connaissances spéciales (en rapport aux tâches à exécuter) :

Informatique, autres ...

9.5. Modèle de Budget Estimatif

Consignes de calcul

Les frais de subsistance et d'hébergement seront remboursés sous forme forfaitaire selon le taux appliqué aux partenaires Maliens.

Tous les voyages et déplacements doivent faire l'objet d'une concertation préalable avec la personne responsable du projet.

Aspects de durabilité en matière de voyages

La GIZ souhaite réduire les émissions de gaz à effet de serre (émissions de CO₂) provoquées par les voyages. Lors de l'élaboration de votre offre, veuillez tenir compte des possibilités de parvenir à cette réduction, p. ex. en choisissant la classe de réservation causant le moins d'émissions en optant pour les moyens de transport, et les itinéraires présentant la meilleure efficacité en termes de CO₂.

Le marché des certificats d'émissions de CO₂ rassemble une multitude de prestataires qui proposent différents critères d'impact sur le climat. La [fondation Alliance pour le développement et le climat](#) a publié une [liste de normes](#) dont la GIZ recommande l'application.

Le tableau ci-dessous donne un récapitulatif des rubriques budgétaire, base de votre proposition financière.

Rubriques	Nombre d'experts	Nombre de jours par expert	Observations
1. Honoraires			
Consultant principal	1	50	Un consultant pour 50 jours pour les deux étapes soit 25 jours chacune
Statisticien	1	18	Un statisticien pour 18 jours pour les deux étapes soit 9 jours chacune
Superviseurs	4	26	Quatre Superviseurs pour 26 jours pour les deux étapes soit 13 jours chacune
Enquêteurs	12	26	Douze enquêteurs pour 26 jours pour les deux étapes soit 13 jours chacune
2. Indemnités journalières, hébergements et déplacements			
2.1 Indemnités journalières			
Phase terrain			

Superviseurs	4	20	20 jours de collecte de terrain soit 10 jours par étape
Enquêteurs	12	20	20 jours de collecte de terrain soit 10 jours par étape
2.2 Hébergements			
Superviseurs	4	18	18 nuitées soit 09 nuitées par étape
Enquêteurs	12	18	18 nuitées soit 09 nuitées par étape
2.3 Déplacements			
Location de véhicule pour les 04 équipes (y compris le carburant)	4	20	04 équipes constituées d'un superviseur et 03 enquêteurs pendant 20 jours soit 10 jours par étape

Calculez votre offre de prix uniquement sur la base des consignes de calcul figurant dans le cadre estimatif détaillé ci-dessus. Le contrat qui sera conclu n'ouvre pas droit à l'utilisation de l'ensemble des jours, voyages, ateliers ou budgets. Dans le contrat, le nombre de jours / voyages / ateliers ou le montant des budgets seront convenus à titre de **plafonds**. Les prescriptions relatives à la fixation des prix figurent dans le bordereau de prix.

Étant donné que le contrat envisagé est un contrat d'entreprise, la prestation doit être proposée à un prix fixe forfaitaire **ventilant individuellement tous les coûts pertinents (honoraires, frais de voyage et de mission, etc.)**. **Le cadre estimatif détaillé est fourni à titre d'orientation.** L'offre de prix sera évaluée sur la base du prix forfaitaire proposé, qui doit correspondre de manière réaliste à la prestation à fournir. Dans le contrat, le montant des budgets sera convenu **à titre de plafond**.